

COOPERATIVE RUZIBA-NYAMAKARABO

DUHANIRA KO UMWIMBU UTEZA

IMBERE BENEWO

L'ADISCO et ses partenaires pour le changement politique et social

*Deogratias Niyonkuru**

Photo : Patrick Vanderhulst
« Nous nous battons pour que le fruit de notre labeur profite en premier à ses propriétaires »

Dans quelle mesure les différences de sensibilité concernant le changement social interfèrent-elles sur les initiatives prises sur le terrain ? Le débat sur cette question tient-il une place suffisante dans les relations de partenariat ? Dans quelle mesure le point de vue de l'ONG du Sud sur cette question est-il pris en compte ?

Créée en 2006 à l'initiative de cadres burundais œuvrant à l'étranger mais décidés à rentrer servir leur pays suite au retour de la paix en 2005, l'association « Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines » (ADISCO) est devenue, en six ans, l'une des plus importantes ONG burundaises.

Pour un mouvement social national burundais

L'ADISCO aspire à l'avènement de collines solidaires, prospères et dignes ; solidaires dans la mesure où l'on veut réconcilier les différentes couches de la population burundaise divisées

par plusieurs décennies de guerre civile ; prospères parce que le pays est l'un des plus pauvres de la planète ; et dignes parce que les politiques ont toujours été dictées par une classe politique qui se croyait investie du pouvoir exclusif de les définir et de mettre au pas ce qu'ils appelaient sans aucune gêne « la masse paysanne ».

Ainsi, l'ONG s'est donnée pour missions « d'accompagner l'émergence et le développement d'un mouvement social national capable de porter son propre développement et d'influencer les politiques au profit des couches modestes de la population ».

Son objectif institutionnel premier est donc le rééquilibrage des forces sociales en faveur des couches modestes de la population. Plus concrètement, il s'agit :

- d'œuvrer au renforcement des organisations des couches modestes de la population pour leur permettre de participer à la prise de déci-

sion sur les questions de développement et des politiques (aspect transversal à tous les programmes et en particulier au programme d'appui à l'autopromotion et aux mutuelles de santé) ;

- de favoriser l'accès de ces populations à des services de base de qualité et en particulier à des soins de santé de qualité (programme d'appui aux mutuelles de santé) à l'emploi décent (programme d'appui à l'entrepreneuriat), aux intrants agricoles et d'élevage de qualité, au crédit et aux services de formation y afférents (Programme d'appui aux exploitations familiales intégrées et aux filières alternatives) ;
- de plaider pour l'adoption et la mise en œuvre d'institutions et de règles qui leur soient plus favorables (plaidoyer);

- d'obtenir l'atténuation, voire la suppression de toutes les inégalités sociales et de l'exclusion des couches modestes de la population ;
- de renforcer la cohésion sociale et la solidarité (des éléments-clés quand on sait que l'histoire du Burundi est marquée par de graves cycles de violence dans lesquels se sont affrontées les deux ethnies majoritaires du pays).

L'empowerment des communautés

Notre compréhension du changement social ou, mieux, du changement politique et social se confond avec l'empowerment des communautés.

Domaine	Aide	Réhabilitation	Appui	Empowerment
Accès aux Semences	distribution de vivres aux populations	don de semences	création d'un fonds de crédit pour l'achat de semences	accompagnement des paysannes et paysans à la mise en place des systèmes autonomes de production ou d'achat des semences et à la définition des politiques agricoles
Santé	dons de médicaments aux populations	fonds de démarrage en médicament aux formations sanitaires	Développement d'un fonds de crédit pour la santé	accompagnements des populations à mettre en place leur mutuelle de santé et ainsi pouvoir participer à la définition des politiques sanitaires
Justice	visites et aide aux prisonniers	dénonciation des violations des droits de l'Homme	aides aux populations pauvres à accéder à un avocat	formation et organisation des populations pour pouvoir défendre leurs droits
Droits des femmes	aide des femmes en difficulté	femmes favorisées dans les projets	formations des femmes sur leurs droits et devoirs	accompagnement des femmes à s'organiser pour défendre leurs droits et participer aux décisions qui les concernent
Pêche	dons du poisson aux gens	dons de filets et des équipements de pêche aux gens	Nous apprenons aux gens à pêcher	Nous accompagnons les pêcheurs à s'organiser pour mieux vivre de leur métier, le défendre et le pérenniser

Celui-ci est conçu de manière intégrée et porte à la fois sur les aspects organisationnels, économiques et politiques. Nous conduisons des actions au niveau local ou micro (collines, communes) qui impulsent des actions au niveau national (meso), voire international (macro), et cherchons à y coupler systématiquement des initiatives qui contribuent immédiatement à l'amélioration des conditions de vie (santé, formation) avec d'autres plus économiques ou centrées sur le plaidoyer politique.

Chaque programme vise à soutenir ou à faire émerger des organisations populaires à l'instar des organisations mutualistes, des organisations paysannes ou des coopératives multifonctionnelles, des organisations de micro entrepreneurs, des comités locaux de gouvernance des ressources naturelles.

L'ADISCO est particulièrement connue dans le public pour la défense de l'agriculture familiale contre l'agribusiness ainsi que pour son engagement pour des politiques de protection sociale plus respectueuses des couches modestes de la population et plus durables. Le tableau ci-contre énumère des exemples d'initiatives d'empowerment des communautés.

Notre stratégie principale d'empowerment étant fondée sur l'autopromotion et l'éducation populaire, nous refusons de partir de l'analyse des besoins et voulons travailler sur l'être, sur la transformation, la formation spirituelle pour redonner confiance aux populations pauvres et méprisées qui ont fini par perdre la foi en elles-mêmes... Après la formation psycho-humaine de « paysans ferments », ces derniers initient de petits groupes appelés IGG (un terme kirundi pour désigner groupe pour l'autopromotion et la solidarité) qui commencent à mobiliser des ressources propres et initient des projets individuels et parfois collectifs pour améliorer leurs conditions de vie. Certaines IGG d'une même colline arrivent à organiser l'ensemble de la communauté autour d'initiatives communautaires comme le traçage de pistes, l'amélioration des sources d'eau potable, la prise en charge des cotisations

des vieillards dans la mutuelle etc. Ce sont ces IGG qui se mettent alors ensemble pour créer des entreprises solidaires de type coopérative qui cherchent à contrôler les maillons des filières agricoles et pouvoir ainsi récupérer la plus-value volée par des commerçants peu scrupuleux. Ce sont ces coopératives qui s'allient avec les autres acteurs de la société civile pour conduire un plaidoyer sur les politiques agricoles.

Dans le programme des mutuelles de santé (MS), ces dernières sont « capacités » pour assumer toute la gestion et le contrôle de leurs mutuelles. Elles sont alors appuyées dans la négociation de conventions à la fois au niveau du centre de santé, puis du district et de la province sanitaires. Les MS acquièrent ainsi une reconnaissance de l'autorité. Elles entament des actions de plaidoyer pour améliorer la qualité des soins de santé de l'ensemble de la communauté et renforcent ainsi leur assise sociale.

En se regroupant au sein des unions, puis d'une fédération nationale, elles finissent par s'imposer comme partenaires des services et politiques de santé.

Des partenariats compatibles ?

Afin de réaliser ces programmes, ADISCO reçoit des financements de neuf partenaires du Nord. Il s'agit essentiellement d'ONG qui, elles-mêmes sont subventionnées par leurs Etats, mais aussi d'une agence gouvernementale, d'une fondation privée et de l'Union européenne. Les fonds proviennent de trois pays : de Belgique surtout, de Suisse, du Canada et de l'Union européenne.

Du point de vue idéologique, les fonds proviennent d'organisations socialistes, chrétiennes (surtout catholiques), libérales ou plutôt libres à côté d'organisations sans orientation idéologique notoire.

Nous pouvons les classer en trois catégories :

1. Celles qui veulent bâtir un véritable partenariat pour le moyen/long terme et avec lesquelles nous partageons une vision com-

mune (au moins en bonne partie). Il s'agit d'organisations que nous avons recherchées ou qui nous ont approchés à cause, justement, de ce partage de vision. Généralement, il nous est possible d'engager un dialogue franc avec elles et, au besoin, de se dire mutuellement des choses désagréables.

2. Celles qui veulent exécuter un projet dans le pays et qui nous ont choisis souvent pour des raisons de compétence, de crédibilité dans l'environnement ou de la capacité à apporter des contributions. Ces organisations poursuivent plutôt leurs propres fins, mais pas nécessairement de façon négative.
3. Celles pour qui nous réalisons une prestation de services afin de générer des fonds propres indispensables à notre survie, et que nous ne considérons pas comme des partenaires, même si nous avons parfois réussi à développer avec l'une ou l'autre une bonne compréhension mutuelle.

Les limites entre ces trois catégories ne sont pas nettes et de là naissent des incompréhensions. Néanmoins, les succès majeurs de notre organisation en matière de plaidoyer politique résultent d'efforts conjugués entre nos partenaires du Nord et nous parce que les causes de la pauvreté et de l'injustice au Sud se trouvent aussi bien dans les deux hémisphères (privatisation imposée par la Banque Mondiale, politique d'assistance et non de responsabilisation, importations massives de produits du Nord destructrices des économies locales, pour n'en citer que quelques unes...).

Les décalages

En général, nous avons réussi à faire respecter nos choix de rester une organisation apolitique, non confessionnelle et indépendante d'une quelconque mouvance. Nous avons également réussi à définir nos propres programmes.

Mais la spécificité de notre approche entraîne parfois des désaccords aigus.

- Les grands bailleurs de fonds internationaux (bilatéraux et multilatéraux) privilégient

aujourd'hui au Burundi des approches de gratuité (distribution gratuite de semences, d'animaux et d'intrants, distribution de médicaments, subvention des soins médicaux, rémunération des populations pour réaliser des activités dans leurs propres exploitations etc.). On nous reproche souvent de ne pas comprendre le contexte d'extrême pauvreté du pays en demandant aux populations des efforts impossibles. Nous sommes régulièrement sollicités pour distribuer du bétail ou des semences ou, plus insidieusement, « encadrer » ou « organiser » les populations, non pas pour elles-mêmes mais plutôt pour qu'elles mettent en œuvre un projet précis. Jusqu'ici, nous avons refusé ces avances, mais comme ce sont les responsables de ces grands projets qui dictent les politiques nationales, nous sommes régulièrement accusés d'évoluer en vase-clos, de ne pas nous intégrer aux politiques nationales ; quand on ne nous taxe pas carrément d'incompétence.

- Notre choix de croire à la force du mouvement social nous vaut très régulièrement d'être traités de gauchistes, de communistes. Un responsable d'une organisation du Nord a même voulu nous opposer à nos bailleurs de fonds d'obédience chrétienne. Même s'il a été désavoué par sa hiérarchie, il a réussi à susciter la méfiance de l'un ou l'autre centre de santé qui a refusé de signer des conventions avec les mutuelles de santé des caféiculteurs du Burundi que nous accompagnons. Très régulièrement, nous sommes la cible de personnes ou d'organisations qui considèrent notre foi dans les populations pauvres comme « idéologique » et rétrograde. Dans la lutte pour une privatisation de la filière café contrôlée par des coopératives paysannes, on ne cesse de nous répéter que les paysans ne sont pas capables de gérer une usine de café ou de comprendre les enjeux des cours en bourse. Et cela malgré le fait que dans les pays voisins, ce sont les coopératives paysannes qui réussissent à offrir les meilleurs prix.
- Quelques partenaires ne sont pas vraiment convaincus de la compétence des Africains

et cherchent à les « encadrer » par des conseillers techniques. Même s'il est vrai que la guerre a fortement entamé la qualité de la formation dans notre pays, lorsqu'une organisation du Nord cherche à s'éterniser au Sud en faisant exécuter les projets par des expatriés, elle va à l'encontre du principe même de renforcement des capacités du Sud, seul générateur de changement social.

- Même parmi nos fidèles alliés, il existe des contradictions parfois très dommageables. Quelques-uns nous demandent de nous limiter à des actions « soft » de formation et de plaider alors que d'autres réclament que les actions de formation ou de plaider soient suivies par des appuis plus concrets à la population. D'autres pensent que seule une démarche entrepreneuriale et individuelle est porteuse de développement. La vérité se trouve sans doute dans un milieu difficile à fixer. D'autres partenaires nous ont reproché de ne pas nous engager plus politiquement, à l'exemple des organisations de défense des droits de l'homme. Cela n'est que partiellement vrai, puisque nous nous attaquons directement à des politiques gouvernementales (privatisation café, CAM) qui ne nous semblent pas favorables aux couches modestes de la population, mais nous avons fait le choix de la neutralité politique pour pouvoir rassembler toutes les forces populaires en vue du changement social précurseur du changement politique.

Face à ces contradictions, nous avons abandonné l'idée d'avoir un plan stratégique global unique pour l'ensemble de l'Association. Le Secrétariat général est responsable devant le Conseil d'administration d'assurer la cohérence de notre action. En effet, lorsqu'en 2009, nous avons organisé une rencontre du consortium de nos bailleurs de fonds, les tensions ont été tellement vives que nous avons fini par renoncer à cet exercice.

Travailler pour un changement social se conçoit sur le long terme au sein de programmes et non de projets. Parfois, les actions doivent se dérouler aussi bien au Sud qu'au Nord. Les avancées

que nous avons marquées pour limiter les dégâts de la privatisation de la filière café imposée à notre gouvernement par la Banque Mondiale sont aussi bien le fruit de nos partenaires qui ont agi au niveau de leurs Etats et de la Banque Mondiale que du travail réalisé dans notre pays. Il en est de même du combat contre un système d'assurance maladie géré par un bureau d'étude du Nord à des coûts prohibitifs.

Ce travail pour le changement social passe aussi par un travail patient de renforcement des communautés afin qu'elles puissent piloter leur propre vision du développement. Ce travail nécessite des partenariats qui baignent dans une grande confiance mutuelle sans crainte de se dire régulièrement des choses difficiles, mais dans le respect mutuel.

Un tel partenariat reste malheureusement encore peu présent dans le monde du développement et nécessite que les responsables des programmes aussi bien au Nord qu'au Sud y soient éduqués et non seulement sensibilisés.

* Secrétaire général de ADISCO (www.adisco.org).